



## Déclaration Liminaire du Conseil d'Administration

Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les élus, Monsieur Le Directeur, Chers Collègues,

L'ensemble des organisations syndicales ne cessent de vous interpellier, par courriers, communiqués, manifestations, banderoles et autres calicots sur les véhicules d'intervention, ultime moyen d'expression pour une prise en compte réelle des problématiques au SDIS59.

Nous sommes en effet unanimes pour dénoncer les dérives de gestion de notre établissement public.

A ce jour, il manque 291 sapeurs-pompiers de catégorie C, auxquels, il y a lieu d'ajouter 170 officiers (catégories B et A).

Nous assistons également à une réorganisation du SDIS dévastatrice tant sur le plan humain que sur celui de l'efficacité des services qui assurent le soutien aux équipes sur le terrain.

Ainsi, afin de maintenir leur salaire et garder leur reconnaissance de Chef de Service, il est demandé aux agents d'oublier leur technicité et de postuler sur plus de 100 postes mis en vacance, sans prise en considération de leurs compétences, pourtant l'une des forces de notre Etablissement Public.

Mesdames et Messieurs les Elus, c'est comme si l'on demandait au Boulanger de bien vouloir devenir Boucher pour conserver son titre d'Artisan.

Dès lors, Nous assistons sans réaction, à une « fuite » sans précédent des compétences au sein de notre établissement. Nouvelle problématique qui ne tardera pas à s'avérer extrêmement préjudiciable à plus ou moins long terme...

Dans ce contexte tendu, vient se rajouter une recrudescence de conseils de discipline, pour preuve : la révocation de 2 personnels administratifs et techniques en 1 mois, et ce, sans sommation préalable aux agents concernés. Il s'agit là d'une première depuis la création du SDIS59.

Le dialogue social, lui, est au point mort. Pour preuve, les propos du vice-président lors de notre rencontre avec l'ensemble des syndicats du SDIS : « Il nous considère comme des nantis de la fiche de paie !!! »

Comment pouvez-vous mélanger les problématiques, à savoir, le manque d'effectif, la qualité de service public, et le traitement salarial des sapeurs-pompiers professionnels ?

Votre vision comptable de notre établissement public ne reflète pas les besoins réels de la population en ce qui concerne les secours d'urgence ; le nombre croissant des interventions réalisées en atteste.

Sans tomber dans le mélodrame (et faire pleurer dans les chaumières), il ne vous aura quand même pas échappé que l'actualité, riche en événements quotidiens (risques courants, menaces climatiques, terroristes, etc...) place systématiquement les sapeurs-pompiers en première ligne.

Au passage, rappelons que l'espérance de vie de ce corps de métier est constatée bien en deçà des moyennes d'autres catégories socio-professionnelles.

Vous, mesdames et messieurs les élus du Nord, aujourd'hui, il nous semble évident que vous démissionnez face aux difficultés budgétaires auxquelles vous devez faire face.

Dès lors, vous faites le choix, en responsabilité, de voter des budgets au rabais, même si notre établissement souffre d'évidence, de moyens en effectifs, et par conséquent de capacité opérationnelle.

Pour exprimer notre mécontentement face à la casse programmée du service public, dont les sapeurs-pompiers font partie, nous cherchons en vain, à être entendus.

On nous parle de dialogue social, mais ce n'est qu'une mascarade.

Pour preuve, les instances réglementaires au sein desquelles nous siégeons, et où nos avis ne sont jamais suivis.

Et quand bien même nos avis sont à l'unanimité, le sujet est finalement reporté, pour être validé ultérieurement, malgré notre désaccord !!

C'est d'ailleurs ce constat criant, qui nous a décidé de ne pas siéger, toutes organisations confondues, au dernier Comité technique.

Nous n'acceptons plus de ne faire que de la figuration et nous n'entendons pas en rester là.

Nous sommes persuadés d'avoir un rôle à jouer, au sein de la vie et du devenir de notre établissement public, et nous comptons efficacement être à la hauteur des enjeux en cours.

Si gouverner c'est prévoir, nous vous demandons alors, Mesdames et Messieurs les élus, de vous poser les bonnes questions et d'y répondre de manière objective.

Il vous faudra alors garantir des budgets nécessaires à l'embauche de sapeurs-pompiers, à l'embauche d'agents administratifs et techniques, ainsi qu'au déblocage de leurs carrières et veiller au respect des compétences détenues par les agents.

Vous ne pouvez pas condamner sur l'autel de l'austérité, la sécurité des citoyens, celle des agents du SDIS, ainsi que leurs conditions de travail.

Nous demandons donc :

- Une concertation permettant d'aborder la situation des effectifs entre la direction, les os, et la préfecture.
- Un retrait de l'ordre du jour de ce CA de la présentation de l'organigramme ; celui-ci n'étant présenté au CHSCT que le 7 Novembre prochain
- Le recours à un Audit externe sur les RPS au sein de notre établissement.

Je vous remercie pour votre écoute.